

L'Échec du marché financier

Un temps pour reconstruire et réorganiser, un temps pour que la politique prouve sa valeur

Il est à la fois symbolique et logique que le groupe du PSE adopte aujourd'hui à Manchester - ville qui a joué un rôle tellement central dans le développement du système capitaliste et dans l'émergence d'une classe ouvrière organisée - une série de principes qui devraient guider les réformes radicales de notre système économique et financier, nécessaires à présent suite à l'échec catastrophique du capitalisme financier pirate qui a prévalu ces dernières années. Les cinq principes exposés ci-dessous reposent sur la déclaration adoptée le 5 novembre 2008 par les socialistes européens, les premiers ministres sociaux-démocrates et les chefs de partis, sous la présidence du président du PÈS, Poul Nyrup Rasmussen.

1. Les bouées de sauvetage ne sont pas faites que pour les banquiers

- **Maintenant, c'est clair:** parfois, c'est le marché qui représente le problème, et le gouvernement qui détient la solution.
- Il y a quelques semaines, la chute spectaculaire de nos marchés financiers a mené l'Europe et le monde au bord de la catastrophe économique. À la dernière minute, l'intervention coordonnée des gouvernements en Europe et ailleurs a permis de sauver le secteur financier de l'effondrement. Maintenant, nos dirigeants doivent faire la même chose pour nous.
- Nous faisons face à la plus grave crise économique en quatre-vingts ans. Et c'est lors d'une crise que la valeur de nos institutions, celle du gouvernement démocratique et celle de l'Europe sont mises à l'épreuve. Nos dirigeants se montreront-ils à la hauteur? Agiront-ils conjointement pour sauvegarder l'emploi et la prospérité? S'ils comprennent bien la situation, ils pourront non seulement construire la reprise économique, mais aussi une gouvernance économique meilleure et plus stable, une démocratie plus saine et une société plus progressiste.
- Là où les marchés ont échoué, seule une action gouvernementale forte et coordonnée peut rétablir la confiance, remplir les carnets de commandes et stimuler la demande des entreprises et des consommateurs. Les gouvernements européens devraient augmenter les dépenses publiques, encourager l'esprit d'entreprise et faciliter la création et la croissance des PME. Plus ces actions seront coordonnées, plus elles seront efficaces.
- Pour rendre tout cela possible, l'UE pourrait rapidement prendre quatre mesures-clés:
 1. Expliquer clairement l'ampleur du stimulus nécessaire en Europe afin de définir un cadre pour les actions des États membres; et insister sur le fait que

tous les États membres doivent contribuer au train de mesures de la reprise en fonction de ce que leur permettent leurs situations fiscales.

2. Fournir un soutien aux États membres qui éprouvent des difficultés financières et dont le pouvoir d'action en solitaire est limité. Hors de la zone euro, certains ont vu leurs devises subir l'attaque des spéculateurs, et ont été forcés d'augmenter leurs taux d'intérêts alors qu'ils auraient dû les diminuer. L'euro a préservé ses utilisateurs de la crise monétaire, mais même pour certains d'entre eux, le coût du financement de la dette publique est monté en flèche. L'Europe a un rôle vital à jouer dans l'accroissement et la canalisation du capital, par exemple en assurant la dette publique à travers les euro-obligations, un prêt augmenté de la Banque européenne d'investissement aux PME ou aux investissements écologiquement responsables.
3. Utiliser les mécanismes établis de l'Europe (comme le rapport sur la stratégie de Lisbonne et les orientations sur l'économie et l'emploi, à paraître bientôt) pour envoyer un message clair sur ce qui est nécessaire. Les priorités doivent être des solutions qui i) fonctionnent rapidement et ii) consolident et modernisent l'économie européenne.
4. Pour des résultats rapides, il faut demander aux États membres de cibler l'aide sur ceux qui en ont le plus besoin, en particulier les petites entreprises et les ménages vulnérables. Une bouée européenne pour ceux qui courent les plus grands risques.

2. Les banques qui ont pris notre argent doivent être à la hauteur

- Les gouvernements n'ont pas dépensé les millions d'euros du contribuable par amour des banques, mais parce que quand ces dernières sont en difficulté, les sociétés ne peuvent obtenir le crédit dont elles ont besoin, les gens ne peuvent plus faire d'emprunts immobiliers, les entreprises font faillite, la valeur des biens immobiliers chute et l'emploi également.
- Les banques ont accepté cet argent, maintenant nous exigeons des résultats:
 - les niveaux des prêts aux ménages et aux entreprises, en particulier aux PME, doivent être rapidement rétablis; la pratique du prêt doit être assujettie à un examen bien plus poussé par un médiateur financier, qui aura la tâche de garantir que l'argent public est utilisé pour le bien public et non pour l'enrichissement privé.
 - des réductions des taux d'intérêt doivent être rapidement et complètement effectuées.
 - plus de méga-primés ou de parachutes dorés.
 - pas de licenciements.
- Les gouvernements doivent dire clairement qu'ils sont préparés à prendre toutes les mesures supplémentaires nécessaires pour garantir la protection de l'emploi, des entreprises et des foyers.
- Nous exigeons beaucoup plus de transparence de la part des gouvernements eux-mêmes sur la gestion de notre argent. Ils doivent exposer clairement et publiquement ce qu'ils veulent des banques au niveau des politiques de prêts, des structures de rémunération et

de gouvernance, et quelles actions ils entreprendront pour restreindre la spéculation financière.

3. Le moment est venu de sauver la planète

- La récession constitue actuellement le défi mondial le plus immédiat, mais le défi le plus important des années à venir, et de loin, est le changement climatique. Notre seul espoir d'éviter l'éco-catastrophe est de nous diriger rapidement vers une économie à émissions faibles et à bas profil énergétique. Mais jusqu'à présent, l'échelle des investissements nécessaires s'est avérée décourageante.
- Maintenant, nous savons aussi que l'économie européenne a besoin d'une stimulation massive des investissements pour éviter une récession grave et durable. Nous appelons à un train de mesures européennes pour un investissement écologiquement responsable: une arme magique qui atteindra les deux cibles.
- L'Europe est le leader mondial dans des secteurs en croissance rapide comme l'écotechnologie, les biens environnementaux et les technologies de production des énergies renouvelables. Les sociaux-démocrates européens ont mis en place un programme d'action afin de créer **dix millions de nouveaux emplois à travers la croissance verte d'ici 2020**. Mais pour accomplir ces objectifs et remplir les engagements européens en matière de changement climatique, il faudra des investissements massifs. Nous appelons les dirigeants européens à être à la hauteur en proposant un train de mesures d'investissement écologique intelligentes, qui remettrait l'Europe au travail et nous rapprocherait de la satisfaction de nos objectifs sur le climat et l'énergie.

4. Coopération et solidarité – plus que jamais, c'est dans notre intérêt

- Dans le monde entier tout comme en Europe, ce sont les plus vulnérables qui subissent le plus gros du choc de la crise financière. L'OIT a estimé que cent cinquante millions d'emplois disparaîtront l'année prochaine dans les pays en voie de développement suite au resserrement des crédits dans les pays riches. Les capitaux tellement nécessaires s'échappent des pays moins développés parce que les institutions financières recherchent des havres de sécurité pour leur argent.
- L'Europe est, à juste titre, fière d'être le plus grand donneur d'aide du monde, et de loin. Pourtant, nous n'avons aucun espoir d'accomplir les objectifs du Millénaire pour le développement tant que les règles qui sous-tendent la finance mondiale et les systèmes commerciaux ne seront pas refondées sur une base plus stable et plus progressiste.
- En outre, tant que nos partenaires commerciaux seront en récession, il sera difficile pour les pays européens d'en sortir aussi. Nonobstant notre engagement en faveur des OMD, nous avons besoin de marchés forts capables d'acheter les biens et services européens; ce qui aide les pays en voie de développement nous aide aussi.
- La leçon à tirer de la débâcle financière est claire: une action européenne coordonnée a réussi là où les efforts nationaux avaient échoué. Dans l'économie réelle aussi, une action coordonnée aux niveaux européen et mondial sera bien plus puissante que les solutions purement nationales. Nous nous joignons à l'appel pour un nouveau sommet à

la Bretton Woods, afin de créer une nouvelle gouvernance financière mondiale plus responsable, plus stable, et plus juste.

- À court terme, le plan de reprise du G20 doit garantir que le FMI, avec les banques centrales, les gouvernements des pays développés et les fonds souverains riches en liquidités, rende disponible une quantité suffisante de crédit pour les pays en voie de développement et émergents, afin de combattre la récession. Le cycle de Doha doit être rapidement amené à une conclusion couronnée de succès et propice au développement.

5. Les économistes devraient retourner à l'école (les politiciens aussi)

- En 2008 et en quelques semaines, le monde économique a été bouleversé. Des idées qui avaient prévalu au niveau mondial depuis presque trente ans, qui avaient limité les actions politiques possibles et dominé le discours politique et économique, se sont révélées fausses.
- Tout aussi soudainement, des vérités anciennes, depuis longtemps bannies du discours politique dominant, ont été redécouvertes. Sans une régulation forte et une surveillance publique les marchés, en particulier les marchés financiers, sont par nature instables. Le gouvernement doit être le garant ultime de l'équilibre du secteur financier et du niveau de l'activité économique.
- La gestion de la demande est de nouveau une responsabilité gouvernementale essentielle. Et maintenant, avec les instruments monétaires mal en point, l'instrument anti-récession le plus puissant est la politique fiscale.
- Nous avons aussi appris à nos dépens les dangers posés par la croissance effrénée du secteur financier, conduite par une innovation financière incessante à la recherche de solutions toujours plus complexes basées sur le marché, afin de faire face à des risques comme la volatilité des taux de change; ce qui, à une époque, relevait de la responsabilité du gouvernement.
- Chaque grand échec du modèle économique au pouvoir mène à des changements profonds dans la manière dont l'économie est enseignée et dans la manière dont nous sommes gouvernés;
 - la Grande Dépression des années trente a mené à trois décennies de «capitalisme social» keynésien;
 - la stagflation des années soixante-dix a mené à la contre-révolution monétariste qui nous gouverne depuis.
- Aujourd'hui, l'échec du culte du marché et de la cupidité des trente dernières années doit amener à une auto-évaluation de la part des économistes et les politiciens. Les économistes doivent redécouvrir une vision plus large de la façon dont leur profession peut contribuer à l'édification d'une société meilleure. Et les politiciens doivent apprendre à bien réfléchir avant de se dégager de leurs responsabilités pour les laisser à la merci de la magie du marché.

Manchester, le 12 novembre 2008